



Dénonciation de l'accord collectif

Face à l'attaque frontale, la riposte organisée



La direction de France Télévisions vient de franchir une ligne rouge en dénonçant unilatéralement notre accord collectif. Ce geste brutal n'est pas seulement un affront au dialogue social, c'est une attaque directe contre les droits et la dignité de tous les salariés, ceux qui encaissent depuis des années les économies imposées par la direction.

C'est aussi un geste irresponsable de ne pas attendre l'issue de la loi qui veut instaurer une holding de l'Audiovisuel Public et son lot de (re)négociation d'accords qu'elle nécessitera avec le risque d'une cacophonie sociale gravissime.

On ne fait pas taire ceux qui donnent la parole

La direction a choisi de dénoncer l'accord qui encadre nos conditions de travail, nos droits et nos équilibres de vie. **C'est un acte de force, pas un acte de gestion. C'est une rupture du dialogue, pas une réforme.** Et face à cette manœuvre, **nous ne nous laisserons pas faire.** Qu'elle ne s'y trompe pas : **nous, syndicalistes et élus du personnel, ne resterons ni silencieux, ni immobiles. Et nous aurons besoin de vous, les salariés, pour nous soutenir dans le combat pour vos droits.**

Nous avons vu venir cette offensive depuis quelques temps, depuis l'arrivée de la nouvelle DRH de France Télévisions. En mai 2025, lors de la reconduction de Delphine Ernotte à la tête de notre entreprise nous l'écrivions : ce troisième mandat sera celui de la confrontation. Nous y sommes, la direction a ouvert le feu mais nous ne la laisserons pas sacrifier notre avenir sur l'autel des économies de gestion et des ambitions personnelles d'une PDG qui veut montrer à tout prix à notre tutelle qu'elle « fait le sale boulot » attendu.

La direction a discrètement commandité un audit, resté secret, afin de chiffrer chaque disposition de notre accord collectif et combien cela pourrait économiser de les supprimer. Tout y passe. Le temps de travail, la prime d'ancienneté, l'indexation en Outre-mer, les congés d'ancienneté, les éléments variables de salaire qui compensent les pénibilités, les RTT etc... Car pour la direction, malgré les nombreux épuisements professionnels qu'on déplore, on ne travaille pas assez et nous ne sommes pas assez polyvalents.

Mais elle oublie une chose essentielle : **notre force collective.** Nous sommes journalistes, techniciens, personnels administratifs ou artistiques, implantés à Paris, en région, en Outre-mer. Nous sommes **la voix des territoires et le visage de la proximité.**

Derrière cette dénonciation de l'accord collectif apparaît le vrai visage de cette direction qui vise, c'est clair, des économies massives pour rentrer dans les clous du carcan budgétaire imposé par l'État. Voilà le deal pour être reconduit à la tête de France Télévisions : **détricoter nos protections, flexibiliser nos horaires, imposer des polyvalences à outrance, effacer nos**

droits durement acquis. En bref, s'attaquer aux fondations d'un service public fort, qui se veut indépendant, rigoureux et équitable.

Le terrain, c'est nous.

Ce sont nos bureaux en Outre-mer, nos antennes en région, nos studios à Paris, nos moyens mobiles, nos équipes. C'est là que se construit la qualité du service public audiovisuel. Ce combat n'est pas celui d'un syndicat contre une direction. C'est celui de la justice sociale contre le mépris. C'est celui de l'équité contre la logique brutale du pouvoir. Celui des salariés contre cette direction.

Qu'on ne confonde pas notre calme avec de la faiblesse. Notre capacité d'organisation, notre connaissance du terrain, et surtout notre légitimité issue des salariés, sont des atouts qu'aucun conseil d'administration ne pourra balayer d'un revers de plume.

C'est pourquoi nous nous préparons. Nous informons. Nous mobilisons. Et nous riposterons, **avec calme, méthode et détermination.** Et comme l'écrivait Sun Tzu dans *L'Art de la guerre* :

"Lorsqu'un ennemi ouvre la voie de la rupture, sache la reconnaître pour t'y préparer."

Nous sommes prêts.

Paris, le 15 juillet 2025